

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV4
Affaire suivie par : GILLET Amélie
Téléphone : 05 61 15 37 53
Courriel : amelie.gillet@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2022-301

Colomiers, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECHE ECO SERVICES

Boulevard du Grand Castaing
site CEMEX
31120 ROQUES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2022 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES, implanté Boulevard du Grand Castaing, site CEMEX, 31120 ROQUES. L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site.

Elle était, en particulier, l'occasion de vérifier, par sondage, les conditions de réalisation du test de criblage et déferailage de mâchefers autorisé par lettre préfectorale du 24/01/2022. En effet, par courrier du 12/01/2022, la société SECHE ECO SERVICES a sollicité, auprès de monsieur le préfet, l'autorisation de procéder à un test de criblage et déferailage de trois lots de mâchefers (correspondant à 1300 tonnes environ) en provenance de l'usine d'incinération de Montauban (société Mo'UVE) sur sa plateforme de traitement de terres polluées de Roques-sur-Garonne. Après avis de l'inspection des installations classées, le préfet a indiqué à l'exploitant, dans son courrier du 24/01/2022, qu'il pouvait procéder à cet essai dans les conditions définies dans sa demande, sous réserve du respect des conditions d'admission préalable de ces déchets telles que définies à l'article 5.1.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 26/12/2017, et de l'envoi d'un bilan à l'issue de la réalisation de cette phase de test.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 ROQUES
- Code AIOT dans GUN : 0003700770
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SECHE ECO SERVICES exploite, sur la commune de Roques-sur-Garonne, une plateforme de réception, de transit et de traitement de terres et matériaux pollués, dangereux et non dangereux.

Les terres admises sur la plate-forme sont principalement issues de travaux de dépollution de sites, de chantiers d'aménagement et de déconstruction de la région Occitanie et des départements limitrophes à la région Occitanie.

Le bilan d'activité de l'année 2021 montre que le site a réceptionné près de 30 000 t de terres dont 80 % proviennent du département de la Haute-Garonne.

Les activités autorisées sur le site sont :

- le transit de terres polluées,
- le traitement biologique de terres polluées en biopile,
- le criblage des terres polluées,
- le lavage des terres polluées (criblage humide).

Les installations de traitement physico-chimique par criblage (voie humide) et de lavage, autorisées dans l'arrêté, n'ont pas été mises en service, de même que le traitement biologique des terres.

Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED. Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- modalités d'accueil et de traitement temporaires des mâchefers en provenance de l'usine d'incinération Mo'UVE de Montauban, et plus particulièrement :
 - les conditions d'admission des déchets,
 - les mesures prises pour limiter les émissions diffuses de poussières,
 - la gestion des effluents aqueux,
 - la traçabilité des déchets traités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
VLE eaux résiduaires avant réutilisation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.4.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dossier de demande de modification temporaire	Autre du 12/01/2022, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Critères d'admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.2	/	Sans objet
Vérification à l'admission	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3	/	Sans objet
Zone de réception, de transit et de traitement physico-chimique	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.1.1	/	Sans objet
Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.2.1	/	Sans objet
Fréquence et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, aucun fait non conforme n'a été relevé. Il ressort, en particulier, que les dispositions prises par l'exploitant pour la réalisation du test de criblage et déferrailage de mâchefers sont conformes à celles prévues dans sa demande et que les conditions d'admission préalable de ces déchets sont respectées.

Toutefois, un fait susceptible de suite a été relevé concernant les résultats d'analyses des eaux traitées en vue de leur réutilisation.

L'ensemble de ces éléments est détaillé dans les fiches de constats ci-après.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Dossier de demande de modification temporaire

Référence réglementaire : Demande de l'exploitant du 12/01/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Extrait du porter à connaissance : Mise en place d'une organisation permettant : <ul style="list-style-type: none">• d'assurer la séparation des trois lots dans une alvéole dédiée• d'effectuer les opérations de criblage et déferrailage,• de stocker :<ul style="list-style-type: none">◦ les mâchefers triés dans une alvéole dédiée (n° 2),◦ les refus de criblage dans l'alvéole dédiée (n°3),◦ la ferraille qui sera directement valorisée.• de réaliser les analyses physico-chimiques de chaque lot pour déterminer la filière d'évacuation appropriée (valorisation en technique routière, élimination en ISDND ou ISDD). À noter que dans le cadre de cette opération de test, un lot de mâchefers non valorisable en technique routière après criblage et déferrailage, ne fera pas l'objet d'une étape de maturation mais sera évacué directement vers une installation de stockage. Les refus de criblage seront évacués vers l'installation de stockage de déchets non dangereux de la DRIMM à Montech.
Constats : Le jour de la visite, seul le lot de mâchefers du mois d'octobre était encore présent sur le site, les lots des mois de novembre et de décembre ayant déjà été traités. Les opérations de criblage et de déferrailage étaient en cours. Il a pu être observé que les différentes fractions issues des opérations de criblage et de déferrailage sont effectivement stockées dans des zones séparées (déchets métalliques, refus de crible et mâchefers triés). L'exploitant précise que les refus de crible sont repassés une deuxième fois dans le crible afin d'optimiser la récupération de la part métallique et qu'ils sont ensuite envoyés vers l'ISDND exploitée par la DRIMM (à Montech), comme indiqué dans le porter à connaissance. Les résultats des analyses physico-chimiques des lots de novembre et de décembre ont été présentés. L'exploitant précise que les résultats sont envoyés à la société Mo'UVE et que c'est cette dernière qui donne son accord ou non pour l'envoi en valorisation. Le premier lot traité a été celui du mois de décembre 2021. Les résultats montraient des teneurs en COT trop élevées (64 g/kg de matière sèche pour un seuil fixé à 30 g/kg de matière sèche). Le lot a donc été déclaré comme non valorisable en technique routière et envoyé vers l'ISDND de la DRIMM. Les BSD correspondants ont été présentés. Le lot de novembre 2021 a, quant à lui, pu être valorisé. Les résultats d'analyses correspondants ont été présentés, de même que les BSD. Considérant les résultats obtenus, la société Mo'UVE a fait savoir à l'exploitant qu'elle souhaitait pérenniser cette opération le temps du chantier de rénovation de son site. La durée du chantier étant estimée à 1 an 1/2, et un lot mensuel de mâchefers représentant de l'ordre de 500 t, la demande concernerait le traitement de 9000 t de mâchefers au total. Comme indiqué dans la lettre préfectorale du 24/01/2022, l'inspection a rappelé à l'exploitant que pour ce faire, un porter à connaissance (établi en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement) doit être adressé au préfet, dans les meilleurs délais, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires, notamment le retour d'expérience de l'essai réalisé sur les 3 lots.
Observations : À noter qu'en cas de suite favorable à la demande de l'exploitant, les prescriptions de l'arrêté d'autorisation devront être complétées pour tenir compte de la spécificité de ces déchets, a minima sur les paramètres des effluents aqueux à analyser (fluorures, dioxines/furanes, cyanures libres, arsenic et COT).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Critères d'admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les limites d'acceptation des différents lots de terres sur le site reposent sur quatre conditions devant être simultanément respectées : <ul style="list-style-type: none">- respect de la quantité maximale de 20 000 tonnes présente sur le site à tout instant ;- respect du volume maximal de 11 100 m³ présent sur le site à tout instant ;- respect des quantités de substances maximales figurant dans la seconde colonne du tableau suivant ;- respect des concentrations maximales figurant dans la troisième colonne du tableau suivant [...] Chaque lot de terres polluées entrant sur le site doit être caractérisé afin de déterminer le caractère dangereux de ces déchets. Chaque tranche de 300 m ³ d'un lot doit faire l'objet d'une caractérisation. [...].
Constats : Le jour de la visite, 5712 tonnes de déchets étaient présentes sur la plateforme. Le stockage des déchets (terres et mâchefers) est organisé par lots. L'exploitant dispose d'un plan à jour des différents lots présents et il a pu être vérifié que les lots indiqués sur le plan correspondent bien aux lots effectivement présents sur site. Il a été vérifié, par sondage, les résultats des analyses effectuées à l'admission des déchets <ul style="list-style-type: none">- sur les 3 lots de mâchefers en provenance de l'usine Mo'UVE (dans le cadre de l'essai portant sur ces 3 lots et représentant 1300 t au total),- sur les 10 lots en provenance du chantier de dépollution du site STCM (4 lots présents sur la plateforme le jour de la visite). Il a pu être constaté que les résultats des analyses présentées respectent les critères d'admission prévus à l'article 5.1.2.2 de l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Chaque livraison de lot de terres polluées sur le site fait l'objet d'un prélèvement d'au moins deux échantillons représentatifs identiques : <ul style="list-style-type: none">- l'un étant analysé à la réception sur le site selon les critères de l'article 5.1.2.2,- l'autre étant conservé pendant au moins un an, et en tout état de cause jusqu'à l'élimination finale du lot correspondant. Il doit également être vérifié à chaque livraison de lot de terres polluées : <ul style="list-style-type: none">- l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité,- la présence d'un bordereau de suivi du déchet ;- le poids du chargement ;- l'absence de détection de la radioactivité [...]
Constats : Les constats effectués le jour de la visite ont permis d'établir qu'après passage par le pont bascule et le contrôle de la radioactivité (présence d'un portique de détection à l'entrée de la plateforme), l'exploitant procède à la vérification de la conformité de chaque lot de terres réceptionnées, par tranche de 150 à 300 m ³ conformément à son arrêté d'autorisation. Chaque livraison est accompagnée d'un bordereau de suivi des déchets (BSD). Les contrôles effectués le jour de la visite ont plus particulièrement porté sur l'admission des lots de mâchefers. Les constats effectués dans ce cadre permettent d'établir que : <ul style="list-style-type: none">- des analyses ont été effectuées à la réception sur chacun des 3 lots de mâchefers (lots de novembre et de décembre de 500 t, représentant de l'ordre de 300 m³ chacun et lot d'octobre de 300 t),- des échantillons ont été prélevés sur chacun des 3 lots et sont conservés sur site,- un certificat d'acceptation préalable (daté du 21/01/2022) a été établi,- des bordereaux de suivi de déchets ont accompagné chacune des livraisons (17 BSD établis pour le lot de novembre, 19 BSD pour le lot de décembre et 9 BSD pour le lot d'octobre),- toutes les informations requises dans le cadre de la traçabilité des déchets sont renseignées dans un registre (informatique) des déchets entrants,- l'ensemble des documents liés à chaque lot est conservé dans des classeurs spécifiques organisés par sous-lot (cas du chantier STCM notamment). La visite de terrain a également permis de constater que les terres réceptionnées sont stockées en andains, bâchées et référencées à l'aide d'un panneau (référence reportée sur le plan).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zone de réception, de transit et de traitement physico-chimique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 5.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Cette aire est étanche. Les eaux de ruissellement sont collectées et récupérées dans le bassin tampon de 600 m ³ . Les terres en transit ou en attente de traitement, après déchargement, sont recouvertes par une bâche dans les 12 heures suivant le déchargement. Les installations de traitement physico-chimique sont des installations mobiles fonctionnant par campagnes. L'installation de criblage par voie humide est équipée d'un système de recyclage des eaux de lavage comprenant un hydrocyclone, un clarificateur lamellaire, un filtre à charbon et un filtre-pressé pour les boues.
Constats : La majorité de la surface du site est utilisée pour le stockage des terres en transit. La plupart des tas de terres sont bâchés. Seuls, ceux en cours de constitution ou de tri ne le sont pas. Au jour de la visite, seule une installation mobile de criblage à sec est présente sur la plateforme. L'exploitant indique qu'une installation de broyage / concassage est louée en fonction des besoins. L'exploitant précise que le criblage par voie humide, prévu dans l'arrêté, n'a jamais été mis en œuvre car les terres traitées sur le site ne le justifient pas pour le moment. Toutefois, il indique que le projet est à l'étude, en partenariat avec la société CEMEX qui serait intéressée pour laver certains de ses matériaux. Les eaux de ruissellement de la plateforme transitent par un caniveau en béton avant d'être stockées dans un bassin tampon. L'inspection a pu constater que le caniveau est entretenu et permet un bon acheminement de l'eau vers les bassins. Les bassins et l'installation de traitement des eaux ont pu être visualisés durant la visite et n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection. La bâche d'étanchéité du bassin de 600 m ³ présente un bon état apparent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Aucun prélèvement dans le milieu naturel n'est autorisé. Les besoins en eau sont estimés à 500 m ³ par an pour l'humidification des biopiles et à 125 m ³ par an pour le procédé de criblage par voie humide. L'eau utilisée provient préférentiellement du bassin des eaux traitées ou à défaut du réseau d'alimentation d'eau potable de la ville de Roques-sur-Garonne. Les installations de prélèvement d'eaux sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition des installations classées. L'eau incendie est fournie par une réserve incendie de 120 m ³ stockée sur le site.
Constats : Le site n'est toujours pas connecté au réseau eau de ville, mais l'exploitant indique qu'une demande en ce sens est en cours pour les besoins en eau sanitaire du site. L'eau utilisée pour les systèmes de brumisation et d'arrosage provient exclusivement des bassins de récupération des eaux pluviales (après traitement). D'après les informations indiquées dans les rapports annuels, la consommation d'eau réutilisée est de l'ordre de 100 m ³ par an. En cas de fortes pluies, les bassins nécessitent d'être vidés. L'exploitant tient à jour un registre hebdomadaire de suivi des bassins (enregistrement des opérations de pompage ou toute autre intervention). La consultation de ce registre montre qu'entre 5 et 10 pompages (de 50 m ³ chacun) par an sont effectués selon les années (7 en 2021). L'eau pompée est envoyée vers la station de traitement de Graulhet. Les BSD correspondants aux dernières opérations de pompage ont pu être présentés et n'appellent pas d'observations particulières. La réserve d'eau incendie a été visualisée. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la prise de raccordement de la réserve qui doit rester facilement accessible en tout temps.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence et modalités de l'autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Eaux stockées dans les bassins de contrôle n° 1 et n° 2 : Mesure mensuelle sur un échantillon moyen des eaux issues de l'installation de traitement.
Constats : L'exploitant effectue des analyses à fréquence mensuelle des eaux résiduelles stockées dans les bassins, après traitement, avant leur réutilisation. Les résultats des mois de janvier et de février ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VLE eaux résiduaires avant réutilisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.4.8

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant réutilisation des eaux résiduaires, les valeurs limites en concentration et ci-dessous définies.

Paramètres	Concentration max (mg/L)
DCO	120
DBO5	30
MES	30
HCT	1
Métaux totaux (Cu, Ni, Mn, Pb, Sn, Zn)	0,5
Al + Fe	5
Hg	0,01
Cd	0,02
Cr	0,2
Pb	0,5
Cr VI	0,1
Indice phénols	0,3
AOX	1

Constats : Les résultats des dernières analyses effectuées présentent des dépassements de la valeur limite en MES :

Analyses de février 2022 :

- 85 mg/L pour le bassin n° 2 et 100 mg/L pour le bassin n° 3

Analyses de janvier 2022 :

- 45 mg/L pour le bassin n° 1
pour une VLE fixée à 30 mg/L.

De plus, la DCO et le Mn (comptabilisé dans les métaux totaux) n'ont pas été analysés alors qu'ils font partie des paramètres à analyser visés dans l'arrêté.

Enfin, l'inspection observe que les VLE de l'arrêté d'autorisation ne sont pas reprises dans le tableau de suivi des résultats de l'exploitant, ce qui en faciliterait leur interprétation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet